

PARTIE SCIENTIFIQUE

LANGUE PRINCIPALE CHOISIE = FRANÇAIS

Type d'instrument	Mandat d'impulsion scientifique (MIS)
Durée du projet	2 ans
Nom et prénom du promoteur	Guilhem Cassan
Titre abrégé du projet (40 caractères max., espaces inclus)	Démocratisation en Inde coloniale
Numéro de référence SEMAPHORE	26035922

Remarques :

- 1) *Le promoteur doit compléter les rubriques ci-jointes et convertir le fichier au format PDF (non protégé) avant de l'annexer au formulaire électronique.*
- 2) *Le promoteur doit veiller à respecter les consignes relatives au format du document et les limites de pages spécifiées.*
- 3) *En cas de discordance entre la « partie scientifique » et le formulaire électronique, seules les informations encodées dans le formulaire électronique seront prises en compte pour l'examen du programme de recherche.*

1) BREF RAPPORT SUR LES TRAVAUX ANTERIEURS

Veillez rédiger un bref rapport (2 pages max.) sur vos travaux antérieurs en établissant la relation avec votre nouveau projet et en mentionnant vos références significatives sur le sujet (établir une liste de celles-ci avec un rappel numéroté dans le texte).

Mes travaux de recherche antérieurs ont porté sur les questions d'identité en Inde, identité de caste, identité religieuse et identité de genre, en particulier. J'ai fait le choix d'étudier l'identité dans trois dimensions. Tout d'abord, dans son caractère manipulable, montrant que le choix de l'identité peut répondre à des incitations économiques. Ensuite, dans son caractère socio-économique et politique, étudiant à la fois les politiques de discrimination positive pour les basses castes et la représentation politiques des Musulmans dans l'Inde contemporaine et dans l'Inde coloniale. Enfin, j'étudie également l'interaction d'identité, et en particulier d'identité de caste et de genre, les hautes castes ayant généralement tendance à discriminer plus fortement les femmes, ce qui peut conduire à des effets inattendus pour les politiques de discriminations positives par genre, par exemple.

Dans un premier article [1] à paraître dans le prestigieux *American Economic Journal : Economic Policy*, je me suis penché sur la question de la manipulation de l'identité de caste en réponse à la mise en place de politiques publiques prenant la caste comme critère d'éligibilité. Pour ce faire, j'ai créé un panel de population de caste au niveau du district de 1881 à 1921 dans le Punjab Colonial.

Plus précisément, cet article utilise le « Punjab Alienation Act » de 1901, qui donnait un large ensemble de bénéfices sur le marché de la terre (dont l'accès à la distribution de terres par le gouvernement) à une liste de castes spécifiques considérées par l'administration comme étant « agricoles », comme une expérience naturelle sur l'incitation à manipuler son identité de caste. Prenant avantage de ce changement dans l'incitation à manipuler son identité de caste, j'ai pu montrer que près de 7.5% de la population exclue de cette liste avait manipulé son identité de caste, obtenant jusqu'à plus de 8% de l'ensemble des terres distribuées par le gouvernement.

Un second de mes articles en cours de soumission [2] porte sur l'efficacité des politiques de discrimination positive pour les basses castes mise en place dans l'Inde Indépendante. Cet article prend avantage d'un évènement historique unique ouvrant l'accès à la discrimination positive à des personnes en ayant été privée pour des raisons purement bureaucratique. Cette expérience naturelle me permet de mesurer l'impact de l'accès aux politiques de discrimination positive, et de montrer leur caractère ambigu, seul les hommes en bénéficiant, au détriment, peut-être, des femmes.

Poursuivant cette question du rôle des identités de caste et de genre dans la vie quotidienne en Inde (sur laquelle j'ai également publié en 2015 un ouvrage [3]), je travaille aujourd'hui avec Lore Vandewalle (Graduate Institute of Geneva) sur le rôle des différences de discrimination de genre entre castes dans la représentation politique des castes au niveau des « panchayats » [4], l'équivalent de conseils municipaux pour les villages Indiens. Les élections à ces panchayats pour l'objet de quotas tournants pour les femmes. Or, la mobilité des femmes de hautes castes à l'extérieur du ménage est souvent plus restreinte que celle des femmes de basses castes pour des raisons à la fois religieuses (pour éviter le contact polluant) et économique (les hautes castes étant souvent plus riches, leurs femmes ont moins besoin de travailler). Nous montrons alors que l'implémentation de quotas pour les femmes a eu tendance à entraîner une augmentation de la représentation politique des basses castes, les hautes castes présentant moins souvent un candidat lorsque les élections ne sont ouvertes qu'à des candidats femmes.

Dans le droit fil de ces questions à la frontière entre économie et science politique, ma recherche porte également sur les questions d'identité religieuse. En collaboration avec

Lakshmi Iyer (Harvard Business School), Sonia Balhotra (Bristol) et Irma Clots-Figueras (Carlos III Madrid), nous avons créé une base de données sur l'identité religieuse des candidats aux élections législatives indiennes. Cette base de données nous a offert la possibilité unique de mesurer les différences de politique mise en œuvre lorsqu'un Musulman est élu (en utilisant la technique dite des « discontinuités de régression »). Nous avons écrit un article sur cette question, publié au *Journal of Economic Behavior and Organization* [5], et dans lequel nous montrons que si l'élection d'un Musulman semble entraîner une amélioration de la provision de biens publics (santé et éducation) dans la population, cette amélioration ne semble pas bénéficier particulièrement aux populations musulmanes, nous permettant d'écarter les soupçons de favoritisme religieux.

Dans la lignée de cette recherche, j'ai initié un projet de recherche avec Lakshmi Iyer (Harvard Business School) sur la question de la représentation politique des Musulmans en Inde coloniale. Ce projet en cours, porte sur une dimension particulière des réformes « constitutionnelles » mises en œuvre par la puissance coloniale Britannique à la fin de la période coloniale en Inde. En effet, à partir de 1909 furent introduits des électors séparés pour les Musulmans. A la différence d'un système de quota, ce n'est pas seulement le siège de député qui est réservé à un Musulman, mais l'électorat qui est séparé entre Musulmans et « non Musulmans », les Musulmans ne votant que pour des candidats Musulmans, et symétriquement. Ces électors séparés furent supprimés après l'Indépendance et la Partition entre l'Inde et le Pakistan.

Cette séparation des électors est souvent décrite par les historiens [6] comme une importante raison du succès de l'idée de la création d'un Etat Musulman, le Pakistan, séparé d'un Etat Hindu, l'Inde. Ce projet étudie l'impact de la création de ces circonscriptions réservées pour les Musulmans sur différents aspects : politiques mises en œuvre dans la période coloniale, mobilisation des partis Musulmans/Hindus, évolution des violences inter religieuses, localisation des violences de la Partition, et élection de Musulmans après la Partition. Ce fut l'occasion de collecter l'ensemble des résultats électoraux de chaque circonscription, de 1919 à l'Indépendance, et de construire une base de données permettant de mesurer au niveau local la part de la population ayant le droit de vote, par religion. Au fil de ce projet, il nous est apparu que des questions encore plus larges devaient être traitées, au-delà des relations entre groupes religieux.

C'est donc sur la base de cette expérience que j'ambitionne aujourd'hui d'élargir l'ambition de mon agenda de recherche des prochaines années à l'ensemble de la vie politique Indienne de la fin de la période coloniale à l'Inde indépendante. C'est la raison pour laquelle je demande l'appui du FNRS pour pouvoir mettre en place une équipe permettant de travailler sur cet ambitieux projet, décrit plus en détail dans ce dossier.

[1] Cassan, Identity Based Policies and Identity Manipulation : Evidence from Colonial Punjab. *American Economic Journal: Economic Policy*, à paraître.

[2] Cassan, The impact of positive discrimination in education in India: evidence from a natural experiment. *CRED Document de Travail*, 2014

[3] Cassan, La Caste dans l'Inde en Développement. *Opuscule du Cepremap*. Editions Rue d'Ulm, 2015.

[4] Cassan et Vandewalle, Overlapping Identities and Identity Based Policies: Evidence from Gender Quotas in India. *Document de travail*, 2015.

[5] Balhotra, Cassan, Clots-Figueras et Iyer. Religion, Politician Identity and Development Outcomes : Evidence from India. *Journal of Economic Behavior and Organisation*, 2014.

[6] Talbot et Singh. *The Partition of India*. Cambridge University Press, 2009.

2) DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectifs de la recherche

L'objectif de ce projet est de comprendre et de quantifier le rôle des différentes réformes « constitutionnelles » mises en place par la puissance coloniale Britannique entre 1909 et 1935 visant à donner une voix à la population Indienne auparavant intégralement soumise aux décisions de la Couronne Britannique. Les réformes de 1919 et 1935, en particulier, furent des moments importants de transfert de pouvoir décisionnel à des parlements composés de représentants élus.

Ces réformes ont souvent été mises en avant comme l'une des raisons expliquant le succès de la démocratie Indienne depuis l'Indépendance (Jaffrelot, 1998) ou au contraire de ses échecs (Washbrook, 1998), tandis que d'autres ont mis en avant le rôle de leur forme spécifique (avec notamment des électors séparés par religion) dans l'évolution politique ayant conduit à la Partition entre l'Inde et le Pakistan (Singh et Talbot, 2009). De nombreux aspects spécifiques de la politique indienne, tels que la création de « banques de vote » trouvent leur source dans cette période (ils sont par exemple déjà mentionnés dans le rapport de la « Indian Statutory Commission », ou commission Simon, en 1930).

Le projet consiste à placer ces réformes dans le temps long, en étudiant à la fois leurs effets de court terme (changement dans la vie politique et dans les politiques publiques pendant la période coloniale) mais aussi de moyen et long terme (évolution de la mobilisation et de la représentation politique en Inde après l'Indépendance).

Un aspect essentiel de ces réformes est que le suffrage était censitaire, et que par conséquent, seulement une minorité de la population avait le droit de vote (autour de 3% à l'issue de la réforme de 1919, et 10% après la réforme de 1935). Par ailleurs, les règles de définition du niveau de cens requis pour le vote étaient définies au niveau de la Province (l'équivalent colonial des Etats). Il en résulte donc qu'il existait des variations importantes de la part de la population ayant le droit de vote entre Provinces (de 8% au Bihar et Orissa à 18% à Bombay avec les réformes de 1935, par exemple). Plus encore, à l'intérieur même de chaque Province, la part de la population ayant le droit de vote variait entre circonscriptions en fonction de la répartition géographique de la population répondant aux critères de cens.

Quelles ont été les conséquences de ces réformes sur le plan des politiques mises en œuvre pendant la période coloniale ? En particulier, les politiques mises en œuvre étaient-elles affectées par la part de la population ayant le droit de vote ? Quel a été le rôle de ces réformes dans la transition démocratique ? Observe-t-on la formation d'un éthos parlementaire tel que décrit par Jaffrelot (1998) dans les données ? Les responsables politiques élus lorsque seulement 3% ou 10% de la population avait le droit de vote parviennent-ils à se maintenir au pouvoir lorsque le droit de vote est étendu à une plus grande partie de la population ? Les dynasties politiques se forment-elles pendant la période coloniale, ou bien celles-ci sont-elles brisées par l'Indépendance ?

Nous allons donc poursuivre plusieurs objectifs de recherche dans le cadre de ce projet :

1. Etablir une base de données des résultats électoraux et élus de la période coloniale de 1919 à l'Indépendance (participation électorale, résultats, nom des élus, activité au sein des assemblées). La construction de cette base participe d'un projet plus large sur la construction d'une base de données sur l'identité des élus en Inde de 1919 à nos jours en partenariat avec une équipe dirigée par Christophe Jaffrelot à Science Po Paris et Gilles Verniers à Ashoka University. Nous comptons également apparier cette base de données électorale au niveau de la circonscription avec des données socio-économiques au niveau du district issues de rapports administratifs et des recensements.
2. Mesurer le rôle des variations de « franchise » électorale dans les politiques mises en place et sur l'activité des élus

3. Mesurer le rôle des variations de « franchise » électorale, et plus généralement de la culture politique de la période coloniale, sur la politique de l'Inde indépendante (formation de dynasties politiques et comportement des électeurs, notamment)

2.2 Etat de l'art

La recherche quantitative sur l'économie politique de la transition vers l'Indépendance Indienne est balbutiante (Saumitra Jha et ses co auteurs sont les principaux chercheurs s'intéressant à la question). Les historiens et politologues utilisant des méthodes qualitatives se sont par contre intéressés à cette question de première importance pour le sous-continent Indien (Jaffrelot, 1998, Washbrook, 1998, Tomlinson, 1979, parmi d'autres). Mais à l'heure actuelle, il n'existe pas de base de données systématique permettant une analyse quantitative. S'il existe des répertoires recensant les élus indiens au niveau régional ou national, il s'agit ou bien d'un matériau brut (tel les *Who's who* de la Lok Sabha - l'Assemblée du Peuple ou chambre basse du parlement indien – ou ceux des assemblées des États de l'Union indienne), ou bien de simples listes catégorielles (comme celle des élus musulmans Ansari 2006, Bhalotra, Clots-Figueras, Cassan et Iyer, 2014) ou partielles (comme celle des affidavits des candidats se présentant une seconde fois aux élections – Bhavnani, 2012, Fisman, Schulz et Vig, 2014). Surtout, aucune de ces bases ne porte sur la période coloniale, pour laquelle il n'existe à l'heure actuelle pas de base de données couvrant l'ensemble de la période : nous ne connaissons donc de manière systématique ni les variations de franchises, ni celles des taux de participation ou même l'identité des élus ou des partis à l'intérieur des Provinces indiennes (les résultats agrégés au niveau de la Province ayant bien sur déjà été analysés).

Il y a donc ici un manque criant que ce projet vise à combler.

Par ailleurs, l'économie du développement s'intéresse depuis maintenant près de 20 ans au rôle de l'histoire dans le développement économique. Cependant, à de rares exceptions près (Dell, 2010), la plupart des travaux de recherche jusqu'à présent se contentent de mesurer l'impact d'une « expérience naturelle » s'étant déroulé dans le passé (colonial, souvent) sur des mesures de développement contemporain, sans pour autant permette de suivre dans le temps les différents mécanismes ayant permis la transmission dans le temps de ce « choc » passé à des différences contemporaines. On a ainsi pu parler d'une « compression de l'histoire » (Austin, 2008) au sujet de cette tendance.

Ce projet, au contraire, vise justement à suivre dans le temps l'évolution de l'effet de ces réformes constitutionnelles, en étudiant d'abord leur impact à court terme, puis leurs différents effets à moyen et long terme. En ce sens, il vise à réconcilier les critiques justifiées des historiens avec l'approche micro économétrique des économistes.

2.3 Projet de recherche

La construction de cette base de données permettra de couvrir un ensemble de questions de prime importance n'ayant pu jusqu'à présent être traitées.

La première question traitée sera celle de l'effet de ces réformes sur les politiques mises en place. En effet, à partir de 1919, certaines politiques telles que l'éducation deviennent la responsabilité de ministres indiens responsables devant le parlement. Or la politique éducative était notoirement pauvre dans l'Inde coloniale, à tel point qu'il a été montré qu'il valait mieux résider dans les « Etats Princiers » que dans l'Inde soumise au contrôle direct de la couronne Britannique (Iyer, 2010). Les réformes constitutionnelles ont-elles contribué à changer ces politiques ? En particulier, assiste-t-on à différentes politiques en fonction de la part de la population disposant du droit de vote dans une région donnée ? Pour identifier l'effet du rôle de la franchise dans la mise en place de politique, ce projet utilisera la variation dans les règles de cens entre Province : chaque Province ayant ses propres règles de cens, la part de la population ayant le droit de vote pouvait varier du simple au double entre Province. Par ailleurs, à l'intérieur de chaque Province, la part de population ayant le droit de vote pouvait grandement varier entre régions en raison de l'inégale répartition géographique des richesses. Il en résulte

que nous pourrions mesurer le différentiel de changement de politique entre régions dont une large partie a le droit de vote par rapport à celles dont ce n'est pas le cas, et donc mesurer l'impact des règles de cens électoral dans le creusement des inégalités entre régions plus ou moins inégales (ou au contraire, dans la convergence entre régions).¹

Pour ce faire, nous devons donc amasser un ensemble d'information très important, tant au niveau local (le district), qu'au niveau plus large (la Province). En particulier, nous devons réunir des information sur le niveau de fourniture en infrastructure publique avant et après les réformes de 1919 et 1935, de préférence annuellement (données de recensement décanal pour les mesures d'éducation, et de distribution par âge, sexe et religion de la population, données des rapports annuels d'Instruction Publique pour les mesures de dépenses en infrastructures d'éducation et de leur disponibilité au niveau de la Province).

Une seconde dimension du projet est de mesurer l'évolution du comportement des élus avec les réformes. Tout d'abord, assiste-t-on à un changement de l'identité des élus après les réformes de 1919, 1935, et après l'Indépendance : les mêmes personnes parviennent-elles à rester au pouvoir quand l'électorat est multiplié par 3 puis par 10 ? Cela nécessite un travail d'appariement des résultats électoraux, qui ne fournissent pas systématiquement le nom de l'élu durant la période coloniale, avec des sources complémentaires telles que les débats de l'assemblée législative, qui contiennent souvent la liste des parlementaires et de leur circonscription. Assiste-t-on également à un changement dans le comportement des élus (interventions plus fréquentes à l'assemblée, présence différente etc...). Ce changement de comportement peut-il être lié avec le changement dans la part de la population ayant le droit de vote dans la circonscription de l'élu ? Pour ce faire, nous devons donc collecter des mesures d'activité des élus, c'est-à-dire numériser une partie des débats aux assemblées législatives de chaque Etat (disponibles à la London School of Economics, à la British Library et aux Archives Nationales à Delhi), afin de disposer de données quantitatives permettant de mesurer l'impact de ces changements.²

Enfin, une dernière dimension du projet porte sur les effets à moyen et long terme de ces réformes. Ces réformes ont-elles affecté le fonctionnement de la vie politique de l'Inde indépendante ? Assiste-t-on à des formes de mobilisation politique dans les parties de l'Inde non soumises à l'expérience parlementaire avant l'Indépendance (les Etats Princiers) différentes de celles ayant plusieurs décennies d'expérience parlementaires ? A l'intérieur de celles-ci, quel est le devenir de la mobilisation politique en fonction de la part de la population ayant eu le droit de vote avant l'Indépendance ? Si l'on considère que les électeurs de la période coloniale étaient une élite, cette élite parvient-elle à maintenir sa domination politique une fois le suffrage devenu universel ? Pour répondre à ces questions, nous comptons utiliser des méthodes d'appariement entre districts et les règles différentes de cens entre Province : si les règles électorales avaient été similaires, alors des circonscriptions ayant les mêmes caractéristiques auraient dû avoir la même population ayant le droit de vote. Mais les règles de cens étant différentes, nous pourrions comparer l'évolution de district similaire, dont la seule différence serait l'exposition à une part plus ou moins importante ayant eu le droit de vote avant l'Indépendance. Enfin, une dernière méthode sera d'utiliser le redécoupage des Etats Indiens de 1956. En 1956, les Etats Indiens ont été redécoupés sur la base des zones linguistiques du sous-continent. Il en résulte que des zones ayant été soumises à des régimes différents avant l'Indépendance (souvent Princier contre Britannique) se retrouvent dans un même Etat, ce qui nous permettra de comparer les comportements électoraux à l'intérieur d'un même Etat de population ayant été soumises à une expérience politique différente avant l'Indépendance.

¹ L'identification reposerait ici sur des effets fixes par région : les distributions de richesses entre districts d'une même Province étant relativement fixes sur la courte période, les variations de politiques après les réformes de 1919 et 1935 pourront être attribuées à la réforme institutionnelle.

² Bien sûr, du fait même des réformes, l'activité des élus a été par construction modifiée. C'est la raison pour laquelle nous proposons comme stratégie d'identification de mesurer la variation de comportement des élus d'une circonscription en fonction de la variation dans la part de l'électorat de cette circonscription.

2.4 Plan de travail (à décrire sur la durée du projet)

Module 1 : construction de la base de données, **mois 1 à 12**

Collecte de données de comportement des élus. Les débats tenus en assemblée législative contiennent les questions posées par les élus et leur présence, permettant de construire une mesure de l'activité de chaque élu. Les minutes de ces débats sont disponibles à la bibliothèque de la London School of Economics, à la British Library, ainsi qu'aux archives nationales à Delhi.

Collecte de données de fourniture de biens publics. Les rapports de recensement décennaux ainsi que les rapports administratifs annuels tels que les « Rapports sur l'Instruction Publique » contiennent un luxe d'information au niveau du district et de la province sur le niveau d'éducation (par genre, âge et religion) ou de santé de la population, et de fourniture d'infrastructure d'éducation (nombre d'écoles, nombre de professeurs etc...)

La collecte, le nettoyage et l'appariement des données nécessiteront un an.

Module 2 : analyse des données, **mois 13 à 24**

Une fois le long travail de construction de la base terminé, la deuxième année sera consacrée à leur analyse et à l'écriture d'articles

Module 3 : échanges avec des spécialistes, **mois 1 à 24**

La compréhension de données d'archives nécessitant une très grande familiarité avec celles-ci, rencontrer d'autres chercheurs travaillant sur le même type de données, de période et de question est central pour le bon déroulement de ce projet. Des conférences seront donc organisées autour des thèmes de ce MIS afin de permettre une mise en réseau des experts travaillant dans le domaine.

Bibliographie

Acemoglu, Daron and Robinson, James. Why Did the West Extend the Franchise ? Democracy, Inequality, and Growth in Historical Perspective. *Quarterly Journal of Economics*, 2000.

Acemoglu, Daron and Robinson, James. *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*. Cambridge University Press, 2006.

Aidt, Toke & Peter Jensen, 2013. "Democratization and the size of government: evidence from the long 19th century," *Public Choice*, vol. 157(3), pages 511-542.

Aidt, Toke, Jayasri Dutta, Elena Loukoianovac. 2006. "Democracy comes to Europe: Franchise extension and fiscal outcomes 1830–1938." *European Economic Review* 50, p. 249-283.

Aidt and Jensen. 2009. "Tax structure, size of government, and the extension of the voting franchise in western europe 1860-1938," *International Tax and Public Finance* 16, 362-394.

Aidt, Toke S. and Graham Mooney, "Voting suffrage and the political budget cycle: Evidence from the London Metropolitan Boroughs 1902–1937," *Journal of Public Economics* 112, pp 53-71, April 2014.

Aidt, Toke, Jayashri Dutta and M. Dauntan. 2010. "The Retrenchment Hypothesis and the Extension of the Franchise in England and Wales." *The Economic Journal* 120: 990-1020.

Aidt, Toke S. and Raphael Franck. 2013. "How to get the snowball rolling and extend the franchise: voting on the Great Reform Act of 1832." *Public Choice* 155 (3-4): 229-250.

Ansari, Iqbal A., Political Representation of Muslims in India, (1952-2004), Delhi: Manak, 2006.

Austin, Gareth. 2008. The 'Reversal of Fortune' and the Compression of History: Perspectives from African and Comparative Economic History. *Journal of International Development*.

Bayly, Chris. 1975. *The Local Roots of Indian Politics*. Oxford University Press.

Berlinski, Samuel and Dewan, Torun. The Political Consequences of Franchise Extension : Evidence from the Second Reform Act. *Quarterly Journal of Political Science*, 2011.

Bharadwaj, Prashant, Asim Khwaja and Atif Mian. 2008. The Big March: Migratory Flows After the Partition of India. *Economic and Political Weekly*.

- Bharadwaj, Prashant, Asim Khwaja and Atif Mian. 2009. The Partition of India: Demographic Consequences. *International Migration*.
- Bhavnani, Rikhil, "Using Asset Disclosures to Study Politicians' Rents: an Application to India", 2012, Working Paper, MIT
- Bhavnani, Rikhil and Saumitra Jha. 2014. Gandhi's Gift: Lessons for Peaceful Reforms from India's Struggle for Democracy. *Economics of Peace and Security Journal*.
- Bhavnani, Rikhil and Saumitra Jha. 2014. Forging a Non Violent Mass Movement: Economic Shocks and Organizational Innovations in India's Struggle for Democracy. *Working Paper*.
- Bruckner, Markus and Antonio Ciccone (2011) "Rain and the Democratic Window of Opportunity," *Econometrica*, 79(3), 923–947.
- Clots-Figueras, Irma, "Are Female Leaders Good for Education? Evidence from India", *American Economic Journal: Applied Economics*, Vol.4, n°1, pp. 212-244, Janvier 2012.
- Clots-Figueras, Irma, "Women in Politics, Evidence from the Indian States", *Journal of Public Economics*, Vol.95, 2011, pp. 664-690.
- Collier, Ruth Berins. 1999. *Paths Toward Democracy: The Working Class and Elites in Western Europe and South America*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Coupland, R. 1943. *Report on the Constitutional Problem in India*. Oxford University Press.
- Danzig, Richard. 1969. "The Many Layered Cake: A Case Study in the Reform of the Indian Empire." *Modern Asian Studies* 3(1): 57-74.
- Danzig, Richard. 1968. "The Announcement of August 20th, 1917." *Journal of Asian Studies* 28(1): 19-37.
- Dell, Melissa, 2010. The Persistent Effect of Peru's Mining Mita. *Econometrica*.
- Fisman, Ray, Florian Schulz et Vikrant Vig, « The Private Returns to Public Office », *Journal of Political Economy*, Vol. 122, N°4, Aout 2014, pp. 809-862.
- Fujiwara, Thomas "Voting Technology, Political Responsiveness, and Infant Health: Evidence from Brazil." *Econometrica*, forthcoming.
- Iyer, Lakshmi. 2010. Direct versus Indirect Colonial Rule in India : Long term Consequences. *Review of Economics and Statistics*.
- Jaffrelot, Christophe. 1998. *La Démocratie en Inde. Religion, Caste et Politique*. Fayard.
- Jaffrelot, Christophe. 2005. *Inde: la démocratie par la caste*. Fayard.
- Jaffrelot, Christophe. 2006. Inde: démocratie dynastique ou démocratie lignagère ? *Critique Internationale*.
- Jaffrelot, Christophe. 2006. Asie : la démocratie à l'épreuve du phénomène dynastique ? *Critique Internationale*.
- Jaffrelot, Christophe et Sanjay Kumar. 2009. *Rise of the plebeians ? The changing face of Indian legislative assemblies*, New Delhi, Routledge.
- Jaffrelot, Christophe. 2011. *Religion, Caste and Politics in India*. Hurst.
- Jaffrelot, Christophe et Laurent Gayer. 2012. *Muslims of Indian Cities. Trajectories of Marginalisation*. Columbia University Press.
- Husted, T.A., and L.W. Kenny. 1997. "The effect of the expansion of the voting franchise on the size and scope of government. *Journal of political Economy* 105: 54-82.
- Inglehart, Ronald. "The Changing Structure of Political Cleavages in Western Society" in *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies*. 1984.
- Iyer, Lakshmi, Anandi Mani, Prachi Mishra et Petia Topalova, "The Power of Political Voice : Women's Political Representation and Crime in India", *American Economic Journal: Applied Economics*, Vol.4, n°4, Octobre 2012.
- Jayal, Niraja Gopal, *Citizenship and Its Discontents: An Indian History*, Harvard University Press 2013.
- Jha, Parmeshwar, 1976. *Political Representation in India*. Meenakshi Prakashan.
- Jha, Saumitra and Steven Wilkinson. 2012. Does Combat Experience Foster Organizational Skill ? Evidence from Ethnic Cleansing during the Partition of South Asia. *American Political Science Review*.
- Kenny, Lawrence and John Lott. 1999. "Did Women's Suffrage Change the Size and Scope of Government?" *Journal of Political Economy*, 107(6): 1163–1198.
- Lindert, P.H., 1994. The Rise in Social Spending 1880-1930. *Explorations in Economic History* 31, 1-37.

- Lizzeri, Alessandro and Nicola Persico. 2004. "Why Did the Elites Extend the Suffrage? Democracy and the Scope of Government, With an Application to Britain's "Age of Reform"," *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 119(2), pages 705-763.
- Lipset, Seymour and Stein Rokkan. "Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction." Pp. 1-64 in Lipset and Rokkan (eds.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives* (1967)
- Meltzer, A.H., Richard S.F, 1981. A Rational Theory of the Size of Government. *Journal of Political Economy* 89(5), 914-27.
- V.P.Menon. 1957. *The Transfer of Power in India*. Princeton University Press.
- Naidu, Suresh (2012). "Suffrage, Schooling, and Sorting in the Post-Bellum US South." *NBER Working Paper* 18129.
- Papaioannou, Elias and Gregorios Siouronis. 2008. "Democratization and Growth." *Economic Journal* 118(10): 1520-1551.
- Przeworski, Adam. 2009. "Conquered or Granted: A History of Franchise Extensions." *British Journal of Political Science* 39: 291-321.
- Przeworski, Adam, Michael E Alvarez, Jose Antonio Cheibub, and Fernando Limongi (2000) *Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990*, New York: Cambridge University Press
- Profeta, Paola, Riccardo Puglisi, Simon Scabrosetti. 2013. "Does Democracy Affect Taxation and Government Spending? Evidence from Developing Countries." *Journal of Comparative Economics* 41: 684-718.
- Frankel, Francine et Rao, M. S. A. (eds), *Dominance and State Power in Modern India: Decline of a Social Order*, 2 volumes, Delhi, Oxford University Press, 1989 et 1990.
- Robb, Peter. 1976. *The Government of India and Reform*. Oxford University Press.
- Rothermund, Dietmar. 1962. "Constitutional Reforms versus National Agitation in India, 1900-1950."
- Martin Shefter, "Party and Patronage: Germany, England, and Italy," *Politics and Society*, 7 (1977), pp. 403-52.
- Simon. 1930. Indian Statutory Commission. Government of India.
- Stern, Philip J. 2012. *The Company-State: Corporate Sovereignty and the Early Modern Foundations of the British Empire in India*. Oxford University Press.
- Tomlinson, Brian Roger. 1979. *The Political Economy of the Raj, 1914-1947*. Macmillan Press.
- Washbrook, David. The Rethoric of Democracy and Development in Late Colonial India. In Sugata Bose and Ayesha Jalal (eds) *Nationalism, Development and Democracy : State and Politics in India*. Delhi : Oxford University Press, 1998.

3) ARGUMENTS DU PROJET MIS

Les arguments doivent être rédigés en 4 parties (1 page max. chacun).

3.1 Quelle est l'originalité et quelle est la nouveauté du projet ?

Ce projet vise à analyser systématiquement l'impact des réformes « constitutionnelles » de la fin de la période coloniale dans le sous-continent Indien. Une analyse quantitative des effets à court et long terme de l'augmentation progressive de la participation politique de la population n'a jamais été faite pour le sous-continent Indien. Plus encore, les questions que nous comptons aborder dans ce projet n'ont été que rarement traitées dans la littérature quantitative en général.

L'atout principal de ce projet est son ambition systématique. Il sera l'occasion de suivre l'évolution politique (dans les deux sens de politique économique et de vie politique) de la fin de la période coloniale et de la période cruciale de la transition de l'Inde vers l'Indépendance et la démocratie.

Il permet donc d'aborder des questions nouvelles, et encore inabordées en économie quantitative. En particulier, du rôle de la transition vers l'Indépendance pour l'évolution des pays, bien que largement soulignée par la recherche historique et politiste qualitative, n'a à notre connaissance été que peu traitée statistiquement. Il permettra de suivre la transition étape par étape, des premières réformes constitutionnelles de la période coloniale au développement de la vie démocratique dans l'Inde indépendante, en suivant à la fois les politiques mises en place, le comportement des élus et celui des électeurs au cours du temps.

3.2 En quoi le projet permettrait-il le lancement d'une nouvelle unité de recherche ou le développement d'un nouvel axe de recherche au sein du laboratoire existant ?

Le laboratoire dont je fais partie, le CRED, est avant tout reconnu pour un travail de recherche reposant sur la collecte de données d'enquête dans les pays en voie de développement. Les thèmes qui y sont abordés depuis une vingtaine d'années portent essentiellement sur les institutions informelles ainsi que sur les négociations et prises de décision à l'intérieur des ménages des pays en voie de développement. Les figures de proue du CRED sur ces questions sont Jean Marie Baland, Catherine Guirkinger et Jean Philippe Platteau.

L'obtention de ce MIS me permettrait de développer un nouvel axe au sein du laboratoire, mettant en avant l'histoire économique et l'économie politique en général, et en particulier celles de l'Inde du XX^e siècle, à la transition entre la période coloniale et l'Indépendance. La période n'a jamais été étudiée au sein du CRED (et est encore relativement peu explorée par les historiens économistes), et personne dans le laboratoire à part moi n'a d'expertise en la matière (tant du point de vue des méthodes propres à l'histoire économique que du point de vue de la période et de la zone géographique couvertes).

Les doctorants et post doctorants du CRED travaillent pour l'essentiel sur les thèmes traditionnels du laboratoire. Dès lors, l'obtention de ce MIS me permettrait de mettre en place une équipe sur des thèmes nouveaux pour le laboratoire. En particulier, ce financement me permettrait de recruter un post doctorant ayant fait une thèse en histoire économique, de préférence sur la période coloniale. A titre d'exemple, Yannick Dupraz, historien de formation et actuel doctorant en économie à l'Ecole d'Economie de Paris, qui consacre sa thèse à la colonisation française en Afrique de l'Ouest a déjà exprimé son intérêt pour ce post-doctorat. Le recrutement de ce profil de post doctorant m'offrirait la possibilité d'associer l'importance de l'histoire économique au sein du CRED et de l'Université de Namur, et de l'histoire économique de la période coloniale en particulier. Du travail de recherche individuel que je mène

actuellement, le MIS me permettrait d'assoir mes thèmes de recherche sur une équipe basée au CRED.

Ce MIS me permettrait donc de construire une équipe axée autour d'un champ (l'histoire économique) et d'un ensemble de questions cruciales (la démocratisation de la fin de la période coloniale à l'Indépendance Indienne, et la transition entre période coloniale et Indépendance) aujourd'hui absentes des thématiques de mon laboratoire.

Il me permettrait également de financer la recherche de cette équipe : frais de déplacement en Inde et au Royaume Uni pour consulter les archives, construire et approfondir la base de données, déplacements aux Etats Unis et à Paris pour travailler avec mes partenaires et co-auteurs (Lakshmi Iyer à Harvard Business School, Christophe Jaffrelot à Science Po Paris, par exemple). Ce financement offrira à l'ensemble de l'équipe également la possibilité de participer à des conférences internationales sur le sujet : à la fois des groupes de travail sur invitation du type de la « South Asia Economic History Conference » à laquelle j'avais été invité à Yale en 2014, ou des conférences ouvertes comme celles de l'association d'histoire économique. Une partie du financement permettra également l'organisation de conférences en l'histoire économique de l'Asie du Sud à l'Université de Namur, ce qui permettra de placer mon équipe sur la carte mondiale de la recherche sur ce thème.

Ce financement est donc essentiel pour la création d'un nouvel axe de recherche au sein de mon laboratoire.

3.3 Quelle sera l'autonomie scientifique dans le projet, par rapport au laboratoire existant ?

L'autonomie scientifique de ce projet par rapport au laboratoire dont je fais partie (le CRED) est totale. En effet, si le CRED est reconnu internationalement pour l'excellence de sa recherche en économie du développement avec des chercheurs tels que Jean Marie Baland, Catherine Guirkinger et Jean Philippe Platteau, la recherche en histoire économique n'y est par contre que balbutiante. En effet, je suis le seul chercheur de ce laboratoire à me consacrer à l'histoire économique, et en particulier à l'histoire économique du sous-continent Indien. Or si les méthodes économétriques sont similaires, le travail de collecte de données est absolument différent : collecte de données d'enquête dans un cas contre travail d'archive dans l'autre. La collecte d'archive est un labeur essentiellement différent de la collecte de données d'enquête. En effet, un travail préalable d'identification et de localisation des sources est nécessaire. Surtout, une étude de la construction de ces archives (souvent des archives administratives) via la lecture des rapports administratifs d'époque et la lecture des travaux d'historiens sur la question est primordiale afin de comprendre ces données et leurs biais potentiels. Le travail de préparation à la collecte de la base de données ainsi que le travail de collecte lui-même sont donc très différents de la pratique de mes collègues. Il en résulte que la manière d'aborder les questions de recherche est également très différent, puisque dépendant pour une très large part de la culture historique (et notamment de la connaissance intime des données disponibles). Par conséquent, l'autonomie scientifique et intellectuelle de ce projet sera très grande par rapport au laboratoire existant : je suis à l'heure actuelle le seul membre du CRED à avoir ce type d'expertise, ce qui garantit l'autonomie scientifique de ce projet.

Par ailleurs, je fais déjà preuve d'une très grande autonomie scientifique au sein de mon laboratoire, mes travaux de thèse, récompensés par le prix de thèse de l'Association Française de Science Economique, et mes travaux ultérieurs, sont aujourd'hui publiés dans des revues de premier rang international (American Economic Journal : Economic Policy et Journal of Economic Behavior and Organization), et ont été soit écrits seul, soit en collaboration avec des membres d'autres universités étatsuniennes ou européennes, mais pas avec les membres de mon laboratoire. Cette demande de MIS s'inscrit dans la droite ligne de cette indépendance

scientifique, me permettant de la développer plus avant, et de construire une équipe autour des thèmes de recherche qui me sont propres.

Mais au-delà du champ et des méthodes, ce projet repose sur des collaborations internationales de haut niveau (Lakshmi Iyer à Harvard Business School, Christophe Jaffrelot à Science Po Paris) dont je suis moteur, et dont les autres membres du CRED ne sont pas partie prenante.

C'est un projet qui, au sein du CRED, ne sera porté que par moi, et par le post doctorant que j'ambitionne de recruter grâce au financement MIS, tandis qu'il sera l'occasion de développer le réseau de collaboration internationale de ma future équipe.

Ce projet permettra donc de développer des thématiques nouvelles à la fois pour le laboratoire, mais également en Belgique en général, et mettra donc celle-ci, et en particulier la Fédération Wallonie Bruxelles sur la carte internationale de la recherche de pointe en histoire économique du sous-continent Indien.

3.4 Quelle sera la thématique d'avenir du projet (perspectives de développement du champ de l'étude) ?

Bien qu'encore relativement peu étudiée de manière quantitative, la période de la transition vers l'Indépendance du sous-continent Indien est une question historique de premier ordre, déjà bien couverte par les historiens (voir bibliographie). Depuis une petite dizaine d'années cependant, une collecte plus systématique de données d'archives a permis à des travaux de recherche quantitatifs de se développer, portant notamment sur les violences pendant la Partition entre l'Inde et le Pakistan (voir travaux de Jha et Wilkinson, ou de Bharadwaj et co-auteurs, par exemple). Mais ces importants travaux ne permettent pas bien de saisir la dynamique de la transition démocratique avant et après l'Indépendance, qui n'est pas leur sujet d'étude.

Ce projet est donc une étape importante vers une compréhension approfondie du rôle des conditions spécifiques de la transition démocratique et de la préparation à l'Indépendance dans le développement économique et politique sur la période relativement longue, plutôt que simplement via des études d'impact, qui dominent pour l'instant la littérature quantitative.

C'est donc une thématique importante qui est portée par ce projet, qui permettra une compréhension plus fine de l'histoire du sous-continent Indien, qui joue encore aujourd'hui un rôle central dans l'économie politique du pays et de la région. Plus largement, ce projet s'inscrit dans le cadre d'une compréhension plus globale du rôle du processus de décolonisation et des conditions d'accès des pays à l'Indépendance dans leur développement politique et économique. Cette question, encore peu traitée par les approches quantitatives en économie et science politique est promise à devenir une thématique de recherche préminente dans les années à venir à mesure que les données d'archives seront plus systématiquement collectées. C'est donc une thématique porteuse qui sera développée au sein de ce MIS, permettant de placer mon équipe, et plus largement le CRED, l'UNamur et la Fédération Wallonie Bruxelles sur un créneau d'importance dans la recherche en histoire économique.

4) PUBLICATIONS DU PROMOTEUR LIEES AU PROJET

Balhotra, Sonia, Cassan, Guilhem, Clots-Figueras, Irma et Iyer, Lakshmi. Religion, Politician Identity and Development Outcomes : Evidence from India. Journal of Economic Behavior and Organisation, 2014.

Cassan, Guilhem. Identity Based Policies and Identity Manipulation : Evidence from Colonial Punjab. American Economic Journal: Economic Policy, à paraître.

Cassan, The impact of positive discrimination in education in India: evidence from a natural experiment. CRED Document de Travail, 2014

Cassan, Guilhem. La Caste dans l'Inde en Développement. Opuscule du Cepremap. Editions Rue d'Ulm, 2015.

Cassan, Guilhem et Vandewalle, Lore. Overlapping Identities and Identity Based Policies: Evidence from Gender Quotas in India. Document de travail, 2015.